

Michel BLONDEAU

REPUBLIQUE FRANÇAISE — DEPARTEMENT D'INDRE-ET-LOIRE

1ere CIRCONSCRIPTION

Élections Législatives des 5 et 12 Mars 1967

Michel BLONDEAU

Professeur

Candidat du PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Investi par la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste

Suppléant : Roger DREUJOU

Employé S. N. C. F.

Électeurs, Électrices,

Le 5 Mars votre choix sera clair : ou bien vous reconduirez la coalition gaulliste qui va des Indépendants Giscardiens à l'U.N.R.-U.D.T. en passant par les Gaullistes soi-disant de Gauche et les isolés comme M. ROYER, ou bien vous voterez pour l'avènement d'une autre majorité, qui ne peut être qu'une majorité de Gauche, conquise à partir des dix millions de suffrages rassemblés par François MITTERRAND, le 19 Décembre 1965.

Bilan Gaulliste de 9 ans de pouvoir personnel

A en croire le **Général de GAULLE** et sa propagande bien orchestrée, la 5e République n'est pas loin d'avoir installé le paradis dans notre pays. On assiste, parait-il, à un développement économique extraordinaire ; la progression des salaires et du niveau de vie est continue ; l'or s'amoncelle dans les coffres de la Banque de France ; les crédits sont multipliés pour la construction des hôpitaux, des routes, la modernisation des entreprises et leur décentralisation ; l'Education Nationale fait l'orgueil de **M. POMPIDOU** ; les institutions sont stables : l'indépendance de la France est retrouvée et sa grandeur au plus haut point. Une seule ombre, de l'aveu du Premier Ministre, dans le domaine du logement, mais tout ne va pas tarder à rentrer dans l'ordre.

LA RÉALITÉ est-elle vraiment aussi belle ?

Le même bilan tel que nous le voyons

— N'existe-t-il pas déjà plus de 350.000 chômeurs auxquels il faut ajouter près de 100.000 jeunes gens, sans aucune qualification professionnelle, qui n'ont jamais travaillé ? La situation de l'emploi n'est-elle pas préoccupante dans de nombreuses régions et dans la plupart des branches d'activité ? Les jeunes qui arrivent sur le marché du travail trouvent-ils facilement des places ? Ne faudra-t-il pas se plier à des changements de métier et de domicile plusieurs fois dans sa vie comme **M. POMPIDOU** nous en a avertis ?

— L'écart ne se creuse-t-il pas entre les bas et hauts salaires, entre ceux des hommes et ceux des femmes ?

— Les conditions de travail ne s'aggravent-elles pas dans la plupart des entreprises industrielles et commerciales ?

— Les impôts ne frappent-ils pas de plus en plus injustement les travailleurs, les cadres moyens, les petits commerçants, dans le temps où **M. DASSAULT**, député **U.N.R.**, se fait aménager dans la région parisienne une propriété de plusieurs milliards d'A. F., dont le seul mur de clôture a coûté 600 millions ?

— Où sont les « 400.000 logements accessibles à toutes les bourses » promis par **M. ROYER**, dans sa circulaire de 1962, quand la vérité est qu'on en a construit la **MOITIÉ** dans les quatres dernières années ?

— Où en est la « lutte contre la spéculation sous toutes ses formes » (circulaire **ROYER** 1962).

— Où en est le développement économique de la province, quand sur 2.000.000 d'emplois créés depuis 1960, la **MOITIÉ** l'ont été dans la région parisienne qui ne représente que le **CINQUIÈME** de la population française ?

— Pourquoi les investissements producteurs de richesses et d'emploi sont-ils au taux le plus bas du Marché Commun ?

— Où en est l'Education Nationale ? Qu'il s'agisse des enfants de 14 ans qui ne poursuivent pas leurs études et pour lesquels **M. FOUCHET**, à qui on vient de rappeler que la prolongation de la scolarité jusqu'à 16 ans entrait en vigueur au 1er Janvier 1967, n'a rien prévu. Qu'il s'agisse de l'Enseignement Secondaire dont la réforme n'a réglé aucune des difficultés, de l'Enseignement Supérieur, où tout est à remettre en chantier de l'avis des hommes les plus compétents et les plus soucieux de l'avenir du pays. Qu'il s'agisse du recrutement de maitres qualifiés ou de l'entassement des élèves dans les écoles maternelles et primaires, les lycées et les facultés. Qu'il s'agisse enfin de la recherche scientifique si négligée que nos savants, parmi lesquels tous les récents **Prix NOBEL**, ne cessent de déplorer le retard que la France a pris dans ce domaine.

— Où en est l'équipement hospitalier du pays et pourquoi ces incessantes réclamations du personnel, des plus modestes employés aux plus grands médecins ?

— A-t-on sérieusement cherché les moyens d'alléger la peine des nombreux handicapés et inadaptés ?

— Pourquoi les Anciens Combattants sont-ils si dressés contre le Gouvernement ?

— La Force de Frappe est-elle autre chose qu'un jouet ruineux comme tant d'autres dépenses de prestige ?

— **Le Général de GAULLE** n'a-t-il pas freiné la Construction Européenne ?

— La politique étrangère gaulliste, fondée sur un nationalisme étroit, contribue-t-elle efficacement à la détente internationale ?

Et pour finir, où nous conduirait le retour au Parlement d'une majorité qui ne doit sa cohésion qu'à la présence à la tête de l'Etat d'un homme âgé à l'ombre duquel les divers clans gaullistes se préparent à une lutte sans merci pour recueillir la succession ? Que pèserait dans cette mêlée la prétendue indépendance de M. ROYER ?

UN PROGRAMME POUR UNE MAJORITE DE GAUCHE

L'Unité de la Gauche

Tout citoyen de bonne foi ne peut manquer de se poser ces questions. Mais il s'en pose une autre aussi qui mérite l'examen. Existe-t-il une majorité de Gauche capable de gouverner le pays et de redresser la situation ? Plus qu'un autre peut-être, un candidat **P.S.U.** doit à ses électeurs une réponse précise à cette question. Nous n'avons jamais eu de plus constant souci que celui de contribuer à l'union de la Gauche sur un programme précis en vue de la formation d'une majorité de gouvernement. Mais nous ne sommes pas les seuls et il suffit de citer le nom de **François MITTERRAND**, parmi bien d'autres, pour le démontrer. Quand on examine la situation telle qu'elle se présente aujourd'hui, on peut dire que les accords conclus entre les trois formations de Gauche, loin de n'être que des combinaisons électorales, sont le résultat de discussions approfondies sur les problèmes essentiels. Une confrontation entre les programmes de la **F.G.D.S.**, du **P.C.** et du **P.S.U.** fait apparaitre entre eux une large concordance. Enfin, il appartiendra au peuple souverain, en pesant de tout son poids dans la vie politique, de garantir la solidité de l'union de la Gauche.

Avant d'entrer dans l'exposé du programme, nécessairement trop bref, disons nettement que la présence au **P.S.U.** de **Pierre MENDES FRANCE**, dont le nom est symbole de rigueur financière dans le progrès économique et la justice sociale, constitue la preuve la plus sûre de notre attachement à une saine gestion financière sans laquelle les plus généreuses intentions ne peuvent aboutir.

La construction de la Démocratie

Au niveau de l'état, retour du Président de la République à sa fonction d'arbitre, établissement d'un contrat solennel entre la majorité parlementaire et le gouvernement pour la durée de chaque législature, transformation du Sénat en une Assemblée économique représentant les producteurs et les travailleurs en fonction de leur importance dans le pays.

Au niveau des communes, du département et de la région, accroissement des ressources des communes, modification et extension des attributions des conseillers généraux, création d'Assemblées régionales élues.

Au niveau de l'Entreprise, reconnaissance des sections syndicales, extension des pouvoirs des comités d'entreprise, participation accrue à la gestion pour les travailleurs du secteur public.

Protection absolue de la liberté de l'information.

Respect de l'indépendance de la justice.

Une économie au service du peuple

Assurance du plein emploi par un haut niveau d'investissements, par la diminution du temps de travail (retour progressif aux 40 heures) et l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans.

Mobilisation de toutes les ressources financières par la création d'une Banque Nationale d'Investissements.

Nationalisation des monopoles (sidérurgie, chimie) et des Banques d'Affaires.

Etablissement d'un plan en collaboration étroite avec les représentants des travailleurs.

Meilleure répartition du revenu national, augmentation rapide de tous les bas salaires, réforme de la fiscalité dans le sens de la justice sociale.

Agriculture moderne assurant la parité des revenus aux agriculteurs.

Développement des routes, autoroutes, télécommunications, de l'équipement hôtelier et du tourisme.

Une société au service des hommes

Droit au logement reconnu comme le droit à l'éducation et au travail.

Accroissement rapide de la construction de logements avec un objectif de 600.000 logements en 1970 dont 300.000 H.L.M., loyer proportionné aux ressources, réquisition des logements neufs vides, arrêt de la spéculation sur les terrains à bâtir, rationalisation de la construction.

Education Nationale considérée comme l'instrument essentiel de la libération et la promotion de l'homme.

Réforme profonde de l'Enseignement qui échapperait aux improvisations comme aux arrière-pensées anti-démocratiques, qui mobiliserait toutes les compétences, qui associerait dans un effort commun les parents d'élèves, les enseignants, les services du ministère.

Accroissement considérable des crédits pour la construction de locaux scolaires, la réduction des effectifs par classe, la formation professionnelle, le développement de la recherche scientifique, le recrutement de maitres qualifiés.

Recherche courageuse et tenace des conditions qui permettraient à la France de n'avoir qu'une seule école.

Possibilité pour tous d'être protégés par une organisation publique de la santé dans le respect de la liberté du malade, accueil humain dans des hôpitaux modernes où les praticiens et le personnel pourraient travailler dans des conditions normales, avec une juste rémunération.

Définition d'une politique cohérente de la famille avec la collaboration des organisations représentatives et prise des mesures nécessaires.

Promotion de la femme dans le travail, la vie familiale (liberté de la conception), la vie nationale (participation aux choix économiques).

Politique des loisirs appuyée sur un large développement de la culture populaire, de la pratique des sports, permettant notamment à la jeunesse de trouver au sortir de l'école ou du du travail la détente nécessaire.

Politique de solidarité nationale regardant en face les problèmes posés pour l'existence des handicapés et des inadaptés.

Respect des droits des anciens combattants et victimes de guerre, des veuves civiles et des orphelins.

Maintien des personnes âgées dans la vie sociale par la garantie de ressources décentes, le développement des foyers d'accueil.

Une politique de coopération internationale

Abandon de la ruineuse et inutile Force de Frappe.

Appui total à l'O.N.U. et à tous les efforts de désarmement.

Négociations pour obtenir la démilitarisation progressive et parallèle des pays occidentaux et des pays de l'Est.

Construction d'une Europe élargie, démocratique, indépendante des Etats-Unis.

Solidarité agissante avec les peuples en lutte pour leur liberté, notamment avec le peuple vietnamien.

Aide au Tiers-Monde essentiellement sous la forme d'une assistance technique.

Il vous appartient de juger librement ces propositions et ensuite de décider. Permettez-moi seulement de vous rappeler que le bonheur et la grandeur de l'homme ont toujours été le premier souci de la Gauche qui se reconnaît aujourd'hui dans le socialisme.

Imp. M. Cadet - Bléré (37)

Vu, le Candidat.